

INTERNATIONAL

Sommet de l'alimentation de Madrid: l'Afrique en ligne de mire

Une conférence internationale a eu lieu à Madrid le 26 et 27 janvier derniers, sous le titre pompeux «garantir la sécurité alimentaire pour tous». L'invitation a été lancée par le Premier Ministre espagnol Zapatero et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon.

Cet événement est la suite des discussions qui ont eu lieu à Rome en juin 2008. A cette occasion, des Présidents et des Ministres s'étaient réunis pour parler des «bio-énergie» et de la hausse des prix des denrées alimentaires; la société civile avait largement été écartée des discussions. La réunion en Espagne a attiré moins de personnalités. Quant au niveau des débats, il était plutôt médiocre. Politiquement, l'objectif était de créer un nouveau mécanisme international pour lutter contre la faim. Il aurait largement affaibli la FAO.

Le contenu de la conférence de Madrid a été conçu par un groupe qui s'est constitué autour de l'Américain Jeffrey Sachs. Ce dernier est le directeur du «Earth Institute» de l'Université de Columbia et conseiller spécial du secrétaire général des Nations Unies. Entre 2002 et 2006 il a été directeur des objectifs du Millenium des Nations Unies. Jeffrey Sachs a dirigé le groupe ad hoc pour préparer cette conférence et a publié des documents avec l'aide de la Fondation IDEAS des socio-démocrates espagnols; le Président de cette fondation est le chef de l'Etat espagnol. Ce groupe ad hoc est formé de personnes qui n'inspirent pas forcément confiance: quelques représentants d'universités, qui travaillent notamment dans le secteur des biotechnologies, et de nombreux cadres d'entreprises multinationales accompagnés de leurs fondations philanthropiques. Ils planchaient tous sur une publication touchant à la réduction de la pauvreté en impliquant la production paysanne familiale; elle devait être publiée pour l'ouverture du congrès. Avant même l'ouverture de la conférence, on trouvait 15 noms de ministres de l'agriculture africains annonçant leur soutien au programme du groupe ad hoc. Cela a éveillé les premiers soupçons qui se sont confirmés par la suite.

Nouvelle révolution verte pour l'Afrique

Toute l'attention de la conférence a été portée sur la situation catastrophique de l'Afrique noire. Ce n'est pas un hasard que des pays, essentiellement européens, s'intéressent toujours plus à l'Afrique. En apparence, il s'agit de fournir des prestations d'aide pour mettre fin à la faim. Mais en fait, il s'agit d'intérêts géopolitiques de taille. L'Europe a perdu une part importante de son influence en Afrique notamment à

la faveur du Brésil et de la Chine. Elle craint pour son approvisionnement à long terme en matières premières. Les représentants de l'Union Européenne et du G8 ont proposé de sauver les affamés d'Afrique par une nouvelle révolution verte. Ainsi ils proposent d'envoyer de nombreux moyens de production sur ce continent: semences «améliorées» (afin de ne pas dire OGM), engrais, pesticides, systèmes d'irrigation. Un paquet biotechnologique modernisé de l'ancienne révolution verte. Un modèle qui, depuis bien longtemps, a démontré son inefficience. Ce projet s'appuie sur le soutien des milliards de dollars de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (Agra /voir page 5), qui est largement alimentée par les fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller. La Fondation Bill Gates ainsi que Monsanto avaient un siège dans le groupe ad hoc et ont pu participer pleinement aux podiums de discussion lors de la conférence. C'était la vraie nouveauté de la conférence de Madrid;



la participation active et publique des multinationales et de leurs fondations de bienfaisance. D'après Jeffrey Sachs, l'argent récolté pour la lutte contre la faim doit être principalement administré et canalisé par les institutions de Bretton Woods que sont le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Ce sont pourtant les deux institutions qui, par les programmes d'ajustement structurels imposés aux pays en développement depuis les années 70, ont contribué à provoquer la situation de crise alimentaire actuelle. L'objectif de Sachs était de créer une «Alliance globale» pour lutter contre la faim qui aurait été directement dirigée par le secrétaire général des Nations Unies. Ceci avec un appui fort de la commission

européenne, du G8, de l'OMC et des grands «global players» des industries semencières et agrochimiques.

Scepticisme et résistance

Mais ce montage n'a pas plu à tous les participant-e-s. Les pays de l'Amérique latine n'ont pas caché leur mauvaise humeur et ont commencé à défendre avec force la FAO comme l'institution clé qui, au niveau global, est responsable de l'agriculture et de l'alimentation. Avec les représentant-e-s des ONG et des syndicats paysans, ils ont refusé la création d'un nouveau mécanisme bien moins démocratique. Car la FAO, malgré toutes ses faiblesses, est une institution où chaque Etat a une voix et où ce n'est pas seulement ceux qui ont le plus d'argent qui décident. La FAO elle-même n'était pas d'accord avec la proposition de Sachs. Quant aux nouveaux poids lourds internationaux que sont l'Inde et la Chine, ils n'avaient pas de présence visible lors de cette conférence.

bien un problème structurel, historique et donc politique. Il a fait part de son inquiétude par rapport au contrôle toujours plus parfait et total de l'agriculture et du secteur agroalimentaire par les entreprises multinationales. Phénomène qui est largement encouragé par l'OMC. En ce qui concerne les concepts de développement qui finissent toujours par engendrer plus de pauvreté, il va jusqu'à penser qu'il faudrait protéger les petits paysans du développement.

Via Campesina: la voix de l'agriculture paysanne

Via Campesina était aussi présente à Madrid. D'une part par ses représentants locaux de la COAG et du syndicat paysan galicien SLG. D'autre part avec Henry Saragih, coordinateur de la Via Campesina internationale. La coordination avec des ONG alliées telles que FIAN, GRAIN ou Vétérinaires sans frontières a très bien fonctionné. Il en a été de même pour la collaboration avec des groupes écologistes tels que «Écologistes en action» ou «Les Amis de la terre». Henry Saragih a pu intervenir sur le podium entre un représentant de Monsanto et le délégué de la coopération au développement américain. Il a notamment exposé le concept de souveraineté alimentaire.

Grâce à la mobilisation de tous, il a été possible de surcroît d'imposer Henry Saragih lors de la phase finale de la conférence, pour qu'il s'exprime devant l'assemblée plénière. Mais cela ne doit pas cacher le fait que le vent souffle dans un sens opposé. Il ne faut donc pas trop s'attarder dans les discours des forums internationaux. Car au final, l'issue du combat se décide sur le territoire, jour après jour, avec la lutte quotidienne de la paysannerie, des communautés indigènes et des peuples nomades pour survivre. Leurs territoires sont soumis à une pression terrible et le travail principal est celui de les défendre. Non seulement dans les pays du sud, mais aussi en Europe. Car il n'est pas admissible de voir des politiciens européens de renom se «préoccuper» des petits paysans africains alors que de l'autre main, ils mettent en place une politique agricole qui supprime chaque minute trois exploitations agricoles sur le continent européen.

De Reto Sonderegger, commission internationale d'Uniterre

INTERNATIONAL

Révolution verte en Afrique: une nouvelle catastrophe annoncée

Les fondations américaines Gates et Rockefeller investissent des milliards de dollars pour inonder l'Afrique de semences hybrides, d'engrais et de pesticides, au nom d'une Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dont les organisations paysannes africaines ne veulent pas.

On aurait pu penser que les crises multiples qui ont déferlé sur le monde ces derniers temps allaient rendre les décideurs plus raisonnables. Mais non way. La crise alimentaire et les émeutes de la faim ont bien au contraire donné à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) l'opportunité de se profiler comme LA solution miracle pour «sauver» l'Afrique de la faim, en préconisant un accès généralisé des paysans à des semences hybrides à haut rendement, ainsi qu'à des engrais chimiques et à des pesticides. Une agriculture high-tech, financée à coups de milliards de dollars par les fondations philanthropiques américaines Gates et Rockefeller. Mais aussi par la Banque mondiale, avec la participation de tous les grands noms de l'agrobusiness génétique, tels que Syngenta et Monsanto, dont plusieurs anciens collaborateurs figurent au sein du Conseil d'administration de l'AGRA. C'est dire si, à terme, l'introduction de semences transgéniques brevetées va fatalement figurer à l'agenda de cette nouvelle Révolution verte.

Une agriculture high-tech à la mode Gates

Ce type d'agriculture est pourtant dépassé, montré du doigt par les experts les plus pointus qui dénoncent une agriculture industrielle misant sur le «tout chimique»; une démarche approuvée par un large éventail de mouvements paysans, de consommateurs, de défenseurs de l'environnement. On peut citer le rapport IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development) publié l'année dernière par quelque 400 experts internationaux reconnus qui présente l'agriculture durable et paysanne de proximité comme LA voie permettant de relever les défis du futur. Ou encore la récente étude publiée par l'UNCTAD et le PNUE, intitulée «Agriculture organique et sécurité alimentaire en Afrique», qui démontre comment les récoltes dans plus d'une vingtaine de pays africains ont plus que doublé lorsque les paysans ont eu recours à des méthodes biologiques.

Las! Dans les stratégies agricoles prônées par le multimilliardaire Bill Gates qui fait de l'agriculture africaine un de ses plus importants chevaux de bataille, on cherchera en vain la simple mention du terme «agriculture biologique». Normal, ce type de techniques a un défaut principal: celui d'être très bon

marché car peu dépendant d'intrants. Ce qui résonne d'une manière hostile aux oreilles d'un Bill Gates et de ses pairs. Sa fondation qui compte plusieurs anciens hauts cadres de Monsanto met des milliards à la disposition de AGRA pour «révolutionner» l'agriculture africaine et lui permettre, officiellement, d'être plus performante. Officieusement, il prépare un boulevard aux grands semenciers, fabricants de semences transgéniques, d'engrais et de pesticides. Appliquer au contexte



Lors du dernier sommet du WEF à Davos, Bill Gates, aux côtés de Kofi Annan sur sa droite (et de Josette Sheeran, directrice du PAM, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, tout à gauche sur la photo), n'a pas manqué de vanter les mérites de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique.

africain les mêmes recettes qu'en Asie il y a quelques décennies en faisant l'impasse sur le coût environnemental et social très lourd qu'elles ont engendré – nappes phréatiques contaminées, perte de fertilité des sols, disparition de nombreuses variétés et millions de paysans chassés de leurs terres – apparaît comme totalement irresponsable. La première tentative d'une révolution verte sur terre africaine avait échoué: les paysans s'étaient retrouvés avec des terres acidifiées, devenues stériles à force d'exploitation abusive.

Kofi Annan révolte les paysans africains

En 2007, la nomination de l'ex-secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan à la présidence de l'AGRA a représenté un grand «coup» pour les fondations américaines qui en sont les promoteurs. Mais a déçu, voire révolté, les représentants des organisations pay-

sannes. «La stratégie de l'Alliance est de faire croire qu'il s'agit d'une initiative émanant des Africains eux-mêmes», déplore Mamadou Goïta, membre de la COPAGEN, la Coalition africaine pour la protection du patrimoine génétique. Il a lui-même eu personnellement l'occasion de rencontrer des représentants de l'AGRA et de débattre à son sujet avec Kofi Annan. Il estime aujourd'hui que «ces gens sont de mauvaise foi et défendent avant tout les intérêts des multinationales semencières et non

pour conclure des accords avec des associations paysannes, dénonce Bernadette Ouattara, responsable d'INADES au Burkina Faso. Nous devons être en permanence sur nos gardes, c'est déplorable».

Des philanthropes africains pour améliorer l'agriculture suisse?

A aucun moment pourtant, les paysans africains n'ont été réellement consultés par les initiateurs de l'AGRA. Ce qui est tout de même un comble. Imaginons des philanthropes et autres experts agricoles auto-proclamés asiatiques ou africains débarquant en Suisse pour nous expliquer quelle est la solution pour sortir notre agriculture de l'impasse... Il n'est pas sûr que nous apprécions. C'est exactement ce qui se passe en Afrique. Pis, comme témoigne un paysan sénégalais: «Lorsque ces gens débarquent chez nos responsables en parlant de Révolution verte, ceux-ci voient tout de suite des jardins verts, des légumes. Ils profitent de l'ignorance de nos dirigeants». Pourtant, dès le début, les critiques furent vives. Ainsi, lors du Forum international «Nyeleni» sur la souveraineté alimentaire qui s'était déroulé au Mali en février 2007, les représentants d'associations paysannes africaines avaient rejeté le droit à Kofi Annan d'être leur porte-parole et de s'exprimer au nom de 50 pays et 680 millions d'Africains. Ils avaient également dénoncé l'utilisation par les multinationales agrochimiques d'images d'Africains pauvres et souffrant de la faim pour booster la vente de leurs semences transgéniques, ainsi que de leurs semences hybrides et autres engrais et pesticides, censés résoudre les problèmes agricoles de l'Afrique. Lorsque l'on voit les milliards qui sont en jeu et le véritable rouleau compresseur qui est en marche pour accaparer les semences, les terres, et le savoir-faire ancestral des paysans africains, on est pris de vertige. Car enfin, le choc provoqué par les émeutes de la faim ne saurait légitimer en aucune manière la mainmise d'entreprises privées sur l'agriculture africaine, ni la perte de contrôle par les paysans de leurs propres semences. Une telle perspective pourrait rapidement générer des désastres encore bien pires que tous ceux auxquels nous sommes en train d'assister.

Catherine Morand, *Swissaid*
www.swissaid.ch